



Le 13 février 2021

LETTRE D'UN CITOYEN À UN CITOYEN MAIRE

Bonjour Citoyen,

Je te tutoie comme on se tutoyait entre citoyens pendant la Révolution française ; c'est un tutoiement plein de respect et de fraternité.

Citoyen, je te parle en frère humain, parce que c'est ton cœur dont j'ai besoin, au-dessus de ta discipline.

Comme tu le sais, je suis désarmé : mes aïeux, puis mes parents, puis moi-même, nous avons accepté de renoncer aux armes, nous avons renoncé au droit humain immémorial de défendre nous-mêmes nos intérêts et ceux de nos proches. Nous l'avons fait avec l'idée de favoriser la paix civile, en échange d'une représentation élue au suffrage universel et de la défense de nos intérêts par nos représentants, par ceux à qui nous avons confié le monopole de l'usage de la force.

Depuis ce désarmement populaire, toutes nos libertés et toute la justice dépendent de la vertu de nos représentants : de nos maires, de nos juges, de nos députés, de nos ministres, de nos policiers, de nos militaires.

Notre vie même dépend de la vertu de nos représentants.

Je t'interpelle aujourd'hui, Citoyen Maire, parce que l'heure est grave : faute d'une Constitution digne de ce nom, faute de contrôles sérieux, faute d'un pouvoir populaire capable de reprendre la main sur son destin, certains de nos représentants, les plus éminents, les plus puissants, se croient tout permis et s'en prennent aujourd'hui aux droits humains les plus fondamentaux, à nos libertés, à notre intimité, à notre intégrité, ils dévastent et ruinent le pays de la façon la plus arbitraire, opaque et irresponsable.

Depuis cinquante ans, déjà, nos représentants vendent les biens publics aux plus riches et aux plus puissants (autoroutes, barrages, industries militaires stratégiques...), ils ruinent et détruisent un à un tous les services publics (hôpitaux, écoles, postes, trains, justice, police, armée...), ils rançonnent les contribuables et usagers en leur faisant payer les services publics qui devraient être gratuits, ils endettent le pays et le soumettent aux caprices des « marchés financiers », ils détruisent la sécurité sociale (ils ont supprimé des cotisations sociales et donc asphyxié l'assurance chômage, épuisé l'assurance maladie et commencé la destruction des retraites...), ils précarisent et terrorisent les travailleurs (ils ont détruit le droit du travail, ils ont rendu possible et inéluctable le retour de l'arbitraire dans les entreprises, en organisant leur impunité), ils ont désindustrialisé le pays (avec un euro trop fort et le « libre-échange » qui imposent la concurrence déloyale de sociétés esclavagistes), en un mot, on dirait qu'ils font de notre pays la colonie d'un Empire. Tout se passe comme si les plus hauts représentants étaient passés au service du monde des affaires, au lieu de protéger l'intérêt du peuple.

Et nous, simples citoyens, sommes totalement impuissants à résister à leurs décisions. Parce que nous n'avons aucune institution pour nous protéger : notre prétendue « Constitution » est littéralement une prison politique, au lieu d'être une protection. Puisqu'ils en font ce qu'ils veulent.

Ces temps-ci, au prétexte de la crise sanitaire, la situation se dégrade encore, rapidement. Les médias terrorisent tout le monde, des foules de travailleurs sont interdits de travailler et donc condamnés, des millions de personnes sombrent dans la misère, la surveillance s'intensifie, la répression des opposants aussi, les tensions se généralisent dans la société... Il semble urgent de mettre un terme à la déraison autoritaire des décideurs publics.

Citoyen Maire, cette lettre veut à la fois t'informer et t'interpeller :

1. Nous n'avons aucune institution pour nous défendre contre nos représentants. Et nous, citoyens constituants, nous t'informons que nous sommes résolus à ne plus laisser nos représentants écrire eux-mêmes les règles de notre représentation. Nous sommes en train de nous transformer ; nous ne voulons plus rester des électeurs enfants ; nous devenons par nous-mêmes des citoyens adultes, autonomes.

2. Mais au-delà de cette réalité déjà là, les citoyens constituants que nous sommes, pacifiques mais déterminés à ne pas mourir sans résister, t'appellent à l'aide.

Pourquoi le maire d'une commune aiderait-il ses concitoyens à résister à l'oppression ?

Toi-même, le maire, avec ta commune, vous êtes menacés (et déjà presque condamnés) par l'arbitraire des décideurs au plus haut niveau, qui ont déjà commencé à détruire les municipalités, en les fusionnant, en les asservissant financièrement, en les contraignant sans cesse à partir d'un pouvoir central oppressant.

Nous autres, citoyens, te demandons, Citoyen Maire, de ne pas t'opposer à ceux que tu représentes et que tu sers : aide-nous à nous défendre pacifiquement, démocratiquement, contre les mesures arbitraires. Aide-nous à faire émerger et respecter la volonté générale.

Nous avons besoin de toi, Citoyen Maire, pour nous aider à préparer une transition, une transformation démocratique, qui rende enfin possible et durable un processus constituant populaire.

Comment le maire d'une commune peut-il aider ses concitoyens à résister à ces abus de pouvoir ?

Nous avons besoin que tu nous aides à organiser nous-mêmes nos votations : il nous faut des bureaux de vote, des panneaux d'affichage, les listes électorales, des urnes, et surtout la liberté pratique d'organiser nous-mêmes des RIC, des référendums d'initiative citoyenne qui, comme leur nom l'indique, ne sont pas d'initiative parlementaire ou politicienne mais bien populaire.

Citoyen Maire, ton destin est commun avec celui des autres citoyens. Fais connaître cette alarme pacifique autour de toi.

Nous et nos familles, nous comptons tous sur toi.

Le Citoyen Constituant Inconnu
pour le MCP, Mouvement Constituant Populaire



MOUVEMENT CONSTITUANT POPULAIRE

MOUVEMENT-CONSTITUANT-POPULAIRE.FR